

Thomas HERRAN

Né le 5 juin 1983 à Tarbes (65)

*Maître de conférences à l'Université de Bordeaux
Institut de Sciences Criminelles et de la Justice
4 Rue du Maréchal Joffre
CS 61752
33075 Bordeaux Cedex*

Adresse : thomas.herran@u-bordeaux.fr

DOMAINES DE RECHERCHE

Droit pénal – procédure pénale – droit pénal international – droit pénal de l'Union européen – droit pénal du Conseil de l'Europe – droit de la police — droits fondamentaux.

FORMATION ET TITRES UNIVERSITAIRES

- 2005 : Licence en droit (Université de Pau et des Pays de l'Adour)
- 2005 : Certificat de sciences criminelles (Université de Pau et des Pays de l'Adour), mention Assez Bien
- 2007 : Master de droit privé et sciences criminelles (Université de Pau et des Pays de l'Adour), mention Bien
- 2012 : Docteur en droit de l'Université de Pau et des Pays de l'Adour, Mention très honorable avec les félicitations du jury

Titre de la thèse : « *Essai d'une théorie générale de l'entraide policière internationale* »

Directeur de la recherche : Valérie Malabat

Jury : Pascal Beauvais, Olivier Cahn, Michel Massé, Sébastien Pellé.

Date et lieu de soutenance : 16 novembre 2012, Université de Pau et des Pays de l'Adour

- 2013 : Qualification par le CNU aux fonctions de maître de conférences
- 2018/2021 : Sous-admissibilité au concours national d'agrégation de l'enseignement supérieur

POSTES UNIVERSITAIRES

- 2007– 2010 : Allocation-monitorat à l'Université de Pau et des Pays de l'Adour
- 2010 – 2012 : ATER à l'Université de Pau et des Pays de l'Adour
- 2012 – 2014 : Chargé d'enseignements vacataire à l'Université de Pau et des Pays de l'Adour
- 2013 – 2014 : assistant de recherches au sein du Centre de recherche et d'analyse juridiques – Université de Pau et des Pays de l'Adour
- Depuis 2014 : Maître de conférences en droit privé et sciences criminelles à l'Université de Bordeaux

ENSEIGNEMENTS PRINCIPAUX ET SPECIALISES :

- Niveaux : de la L1 à la préparation au concours
- Type de formations : Formation initiale ; Formation continue ; Cursus non juridiques (Économie, AES) ; Préparation aux concours Police, métiers de l'exécution des peines, École de la magistrature et à l'examen d'entrée à l'école des avocats
- Nature : Cours magistraux ; enseignements dirigés ; travaux dirigés ; séminaires de Master 2 ; Conférences.
- Volume :
 - 2014-2015 : 290,25 HETD (dont 258,75 à l'Université de Bordeaux)
 - 2015-2016 : 305,25 HETD (dont 273,75 à l'Université de Bordeaux)
 - 2016-2017 : 320,25 HETD (dont 288,75 à l'Université de Bordeaux)
 - 2017-2018 : 305 HETD (dont 273,5 à l'Université de Bordeaux)
 - 2018-2019 : 377,5 HETD (dont 334 à l'Université de Bordeaux)
 - 2019-2020 : 331,25 HETD (dont 268,75 à l'Université de Bordeaux)
 - 2020-2021 : 397,25 HETD (dont 271,25 à l'Université de Bordeaux)
 - 2021-2022 : 455,5 HETD (dont 306,05 à l'Université de Bordeaux)
 - 2022-2023 : 455,33 HETD (dont 326,33 à l'Université de Bordeaux)
 - 2023-2024 : 545,33 HETD (dont 414,33 à l'Université de Bordeaux)

Cours magistraux :

- Université de Bordeaux :

Droit pénal

- **Introduction au droit pénal et aux sciences criminelles**, L1 Droit, IDE de Périgueux, puis Pessac (à partir de 2020) 21h (depuis 2017).
- **Droit pénal spécial**, préparation à distance aux deuxième et troisième concours de l'ENM, IEJ/Université de Bordeaux (2020)
- **Police administrative et droit pénal**, conférence IEJ ENM, 2h (2019)
- **La répression pénale des violations massives des droits de l'Homme**, conférence IEJ EDA/ENM (depuis 2023)
- **Droit pénal européen**, M1 Droit pénal et sciences criminelles (depuis 2020)
- **Droit pénal international**, M1 Droit pénal et sciences criminelles, 35h (2014-2020 ; 2023-2024)
- **Droit pénal international**, M2 droit pénal approfondi, 10h (2020-2024)
- **Droit international pénal**, M2 droit pénal européen et international, 15 heures (depuis 2021)
- **Les procédures de remise**, M2 Droit de l'exécution des peines et droits de l'homme, Agen, 3h (depuis 2014).
- Séminaire sur les « **Infractions transnationales** », M2 droit pénal européen et international, 5 heures (2021-2022 ; 2023-2024)

Droit privé

- **Introduction générale au droit**, L1 Économie, 17h30 (2014-2017)
- **Introduction au droit et grandes notions du droit civil**, L1 AES, IDE de Périgueux, 24h (2018-2019),
- **Introduction au droit privé**, L1 Droit, IDE de Périgueux, 42h (2018-2023)

- **Introduction au droit privé**, Capacité en droit, 1^{ère} année, 40h (depuis 2024)
 - **Droit des affaires**, L3 Droit, IDE de Périgueux, 35h (2014-2015).
 - **Droit des biens**, L2 Droit, IDE de Périgueux, 30h (2015-2020).
 - **Droit des obligations et des biens**, Capacité en droit 1^{ère} année, 30h (2015-2021).
 - **Droit des obligations**, Capacité en droit 2^{ème} année, 40h (depuis 2023).
 - **Droit de la responsabilité civile**, L2 AES, 17h30 (2015-2020).
 - **Droit de la responsabilité civile**, L2 Droit, 35h (depuis 2022)
- Université de Bayreuth
 - **Droit de la responsabilité civile**, L2 Droit, Licence Droit Franco-allemand, 14h (2021-2024)
 - Université de Franche Comté
 - **Droit pénal et droits fondamentaux**, M2 protection des droits fondamentaux et des libertés, 15h (2020-2022)
 - Université de Limoges
 - **Application de la loi pénale dans l'espace**, M2 droit pénal international et européen, 20h (2020-2022)
 - Université de Pau et des Pays de l'Adour
 - **Fondamentaux de procédure pénale**, DU Droit routier, 8h (depuis 2018)
 - **Droit de l'entraide policière internationale**, M2 Police et sécurité intérieure, 21h (depuis 2016).
 - **Droit européen de la coopération pénale**, 8h (depuis 2021)
 - **Droit du renseignement**, M2 Police et sécurité intérieure, 5h (2021).
 - Université de Strasbourg
 - **Coopération policière européenne**, Master 2 Espace de liberté, de sécurité et de justice, 15h (depuis 2021)
 - Université de Toulouse 1 Capitole
 - **Droit pénal de l'Union européenne**, M2 Droit pénal et sciences criminelles à distance (depuis 2021)
 - **Droit pénal et CEDH**, M2 Droit pénal et sciences criminelles à distance (Depuis 2021)
 - Classe « prépa talents » de l'ENM, Bordeaux
 - **Droit pénal général et spécial** (depuis 2019)
 - Classe « prépa talents » de l'ENM, Limoges
 - **Droit pénal général et spécial** (2024)

Enseignements/travaux dirigés :

Droit pénal

- **Droit pénal général et spécial**, préparation à l'examen d'entrée de l'école d'avocats, IEJ /Université de Bordeaux, 10h (depuis 2014)

- **Droit pénal et procédure pénale**, préparation à la note de synthèse pour les concours des métiers de l'exécution des peines, IEJ /Université de Bordeaux, 2h (depuis 2018)
- **Droit pénal et procédure pénale**, préparation à la dissertation pour les concours de la police nationale, IEJ /Université de Bordeaux (depuis 2021)
- **Droit pénal européen**, M1 droit pénal et sciences criminelles, Université de Bordeaux, 15h (2023-2024)
- **Droit pénal international**, M1 Droit pénal et sciences criminelles, UPPA, 45h (2007-2011)
- **Droit européen des droits de l'homme**, M1 Droit pénal et sciences criminelles, UPPA, 15h (2011-2013)
- **Droit pénal général**, L2 Droit, UPPA, 30h (2007-2008)

Droit civil

- **Droit des personnes**, L1 Droit, UPPA, 30h (2013-2014)
- **Droit des contrats**, L2 Droit, UPPA/Université de Bordeaux, 30h (2008-2015)
- **Droit de la responsabilité civile**, L2 Droit, UPPA/Université de Bordeaux, 30h (2008-2015)
- **Droit international privé spécial**, M1 Droit international et M1 Droit privé général, Université de Bordeaux, 30h (2017-2018)
- **Droit des obligations**, capacité 2, 10h (2023-2024)
- **Introduction au droit privé**, capacité 1, 10h (2024-2025)

Participation à des jurys d'oraux d'entraînement :

- **Participation aux jurys d'entraînement à l'épreuve de l'exposé discussion**, préparation à l'examen d'entrée à l'école d'avocats, IEJ/Université de Bordeaux (depuis 2017)
- **Participation aux jurys d'entraînement à l'épreuve d'entretien individuel**, préparation aux concours de la police nationale (depuis 2021)
- **Participation aux jurys d'entraînement à l'épreuve de mise en situation individuelle**, préparation aux concours de la police nationale (depuis 2021)

Coordination de projets pédagogiques (M2 Droit pénal européen et international) :

- Procès fictif sur l'affaire Marianne Cohn (3^{ème} promotion - 2024)
- Création d'un podcast sur l'affaire Papon sur la base d'un travail d'archive (3^{ème} promotion - 2024)

Formation continue (École nationale de la magistrature)

- Formation annuelle « **Actualité jurisprudentielle nationale et européenne en matière d'entraide judiciaire internationale** » (depuis 2021)

RESPONSABILITES PEDAGOGIQUES

- Depuis 2021 : codirecteur du **Master droit pénal européen et international**, Université de Bordeaux et Université de Pau et des Pays de l'Adour.
- 2021-2024 : directeur des études de la **préparation aux concours de la Police nationale**, IEJ de Bordeaux.
- Depuis 2024 : codirecteur des études de la **préparation aux Métiers de l'Administration Pénitentiaire et de la Police**, IEJ de Bordeaux.

PROJETS PEDAGOGIQUES

- 2020-2023 : Co-porteur du projet pédagogique « **Concours Claude Lombois** » avec Bernadette Aubert et Catherine Marie, soutenu par la Région Nouvelle Aquitaine. Ce projet associant les universités de la Nouvelle Aquitaine a pour objet l'organisation d'un concours de plaidoirie en droit pénal international à destination des étudiants de Master et un concours d'éloquence à destination de lycéens sur une thématique d'actualité.
- Organisation des concours Claude Lombois à l'Université de Bordeaux : 2020
- Création et organisation du **concours d'éloquence Laborde-Lacoste de l'IEJ** de l'Université de Bordeaux (2019-2021)
- Création d'une **préparation aux concours de la police nationale** au sein de l'IEJ de Bordeaux (ouverture en septembre 2021).
- Refonte et création de la préparation aux **Métiers de l'Administration Pénitentiaire et de la Police** avec Virginie Peltier (2024).

TRAVAUX DE RECHERCHE, PUBLICATIONS, ACTIVITES SCIENTIFIQUES :

Ouvrages

Direction

1. **Les 20 ans du statut de Rome : bilan et perspectives**, Pedone, 2020.
2. **L'influence du droit de l'Union européenne sur le droit pénal spécial français**, avec M. Bardet, IFDJ, 2024.

Contributions

1. **Code pénal** Lexisnexis, sous la direction scientifique de David Déchenaud, en collaboration avec Marion Lacaze et Anne-Gaëlle Robert, et Guillaume Beaussonie et Cédric Ribeyre, depuis éd. 2020 (refonte du Livre 1, Titres 1 et 2 en 2020 et mise à jour depuis)
2. « **Le contentieux de l'extradition dans les relations franco-rwandaïses : esquisses d'une politique jurisprudentielle singulière** » in J.-F. Boudet (dir.), *Les dossiers judiciaires relatifs au génocide des tutsi au Rwanda de la France*, L'Harmattan, 2021 (49 310 caractères)
3. « **La distinction entre le pouvoir et la compétence juridictionnels en droit pénal international** », in *Liber Amicorum* en l'hommage de Yannick Capdepon, 2023, pp. 173 et s. (48 164 caractères)
4. « **La double incrimination en droit pénal international : entre faux semblants et lieux communs** », *Mélanges en l'honneur du Professeur Philippe Conte*, 2023, pp. 443-455 (42 339 caractères)
5. « **Le Droit de l'Union européenne en tant que source du droit pénal** » in H. Matsopoulou (dir.), *Lamy droit pénal général*, 2024.
6. « **Article 21** », in S. Fucini, V. Michel (dir.), *Commentaire de la décision-cadre relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre États membres*, à paraître (11 142 caractères)
7. « **Article 27** » in S. Fucini, V. Michel (dir.), *Commentaire de la décision-cadre relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre États membres*, à paraître (53 995 caractères)
8. « **Article 28** » in S. Fucini, V. Michel (dir.), *Commentaire de la décision-cadre relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre États membres*, à paraître (29 340 caractères).

9. « **(Ré)Ecrire la règle pénale sous le contrôle du juge européen** », in P. Cazalbou, *Ecrire la règle au XXIème siècle* (à paraître) (32 280 caractères).

Articles de doctrine

1. « **La nouvelle compétence française en matière de terrorisme. Réflexions sur l'article 113-13 du Code pénal** », *Dr. Pén.* 2013, ét. n°10, pp. 17-19 (23 453 caractères)
2. « **L'emprise de la Cour européenne des droits de l'homme sur l'entraide répressive internationale** », *RSC* 2013, n°4, pp. 735-758 (99 965 caractères)
3. « **Renseignement et nullité des actes de procédure** », *Gaz. Pal.* 2016, n°3, pp. 78-82 (24 726 caractères)
4. « **La distinction entre police administrative et police judiciaire à l'aune de la loi relative au renseignement** », *Montesquieu Law Review*, mars 2016 (19 415 caractères)
5. « **Le contrôle des perquisitions administratives à l'occasion des procédures judiciaires incidentes à l'état d'urgence** », *Gaz. Pal.* 2016, n°27, pp. 75-79 (24 872 caractères)
6. « **Le droit pénal à l'épreuve du mésusage de la force dans les opérations de maintien de l'ordre** », *Gaz. Pal.* 2017, n°3, pp. 74-76 (17 687 caractères).
7. « **L'impact de la loi relative à la sécurité publique sur la distinction entre la police judiciaire et la police administrative** », *AJ pén.* 2017, pp. 472-474 (19 804 caractères)
8. « **L'oxymore de la prévention réactive à la commission d'une infraction** », *Gaz. Pal.* 2018, n°3, pp. 66-69 (20 186 caractères)
9. « **La Cour pénale internationale entre passé et avenir** », *AJ pén.* 2018, pp. 440 et s. (21 941 caractères)
10. « **Le dystopiste et le professeur de droit** », *Considérant. Revue du droit imaginé* 2019, n°1, pp. 47-67 (48 818 caractères).
11. « **La coopération policière à l'épreuve de la politique pénale européenne** », *APC* 2019, pp. 51-62 (40 657 caractères)
12. « **L'incidence du Brexit sur l'entraide en matière pénale entre le Royaume-Uni et les États membres de l'Union européenne** », *Lexbase pénal*, septembre 2020 (44 292 caractères).
13. « **Le fondement de la coopération pénale européenne dans la jurisprudence de la CJUE** », *Dr. pén.* 2021, dossier 2, ét. n°2 (27 305 caractères).
14. « **Les équipes communes d'enquête : un modèle pour la coopération pénale européenne ?** », *Les cahiers de la sécurité et de la justice* 2022, n°55, pp. 98 à 104 (30 492 caractères).
15. « **20 ans d'existence du mandat d'arrêt européen** », *Les cahiers de la justice* 2022, pp. 461-476 (45 978 caractères).
16. « **Le Parquet européen** », *Revue de l'Union européenne* 2023, n°672, pp. 537 (36 223 caractères).
17. « **Juger les crimes internationaux des ministres** », *Questions constitutionnelles*, avril 2024 (53 842 caractères).
18. « **Commentaire de la Convention de Ljubljana-La Haye pour la coopération internationale en matière d'enquête et de poursuite du crime de génocide, des crimes contre l'humanité, des crimes de guerre et d'autres crimes internationaux** » avec Valérie Malabat, *AFDI* 2024, (à paraître) (62 684 caractères)

Notes de jurisprudence

Commentaires :

1. « **Le juge européen, le suicide assisté et les obligations positives** », comm. /s CEDH, 19 sept. 2012, *Koch c/ Allemagne*, revue *Droit & Santé*, n°51, jan. 2013, pp. 9-15 (25 527 caractères)

2. « **L'application de la règle *ne bis in idem* suite à une dénonciation aux fins de poursuites : une prise en compte modérée du droit de ne pas être jugé deux fois pour la même infraction** », comm. /s Crim. 23 oct. 2013, *AJ pénal* 2014, n°3, pp. 127-130 (21 317 caractères)
3. « **La répression du génocide rwandais : une histoire sans fin** », comm. /s Cass. Crim., 26 fév. 2014, n° 13-87.888 et n° 13-86.63, *JCP G* 2014, p. 904-907 (21 128 caractères).
4. « **La distinction entre police administrative et police judiciaire à l'épreuve de l'entraide policière internationale** », comm. /s Cass. Crim., 1^{er} avril 2015, n°14-87.647, *D.* 2015, pp. 1880-1885 (21 783 caractères)
5. « **Affirmation de la compétence du juge pénal dans le contrôle des perquisitions administratives** », co-écrit avec Marion Lacaze, comm. /s Cass. Crim., 13 décembre 2016, n°16-82.176 et n°16-84.794, *AJ pén.* 2017, pp. 30-34 (27 266 caractères)
6. « **Le contrôle des perquisitions administratives de l'état d'urgence par le juge pénal : acte 2** », co-écrit avec Marion Lacaze, comm. /s Cass. Crim., 28 mars 2017, n° 16-85.073 et n° 16-85.072, *Lexbase Hebdo édition privée* n°697 du 4 mai 2017 (32 592 caractères)
7. « **La consolidation de l'obligation positive de coopération pénale internationale** », comm. /s CEDH, 3^{ème} ch., 4 avril 2017, *Guzelyurtlu et autres c. Chypre et Turquie*, req. n°36925/07, *Journal d'actualité des droits européens*, juin 2017 (22 389 caractères)
8. « **Les catégories de la procédure pénale à la lumière de l'entraide policière internationale** », comm. /s Crim. 19 septembre 2017, n°17-82.317, *D.* 2018, pp. 155-159 (23 032 caractères)
9. « **Arrêt ML** », Comm. CJUE, 1^{ère} Ch., 25 juillet 2018, *ML*, aff. C 220/18, *RDUE* 2019, n°1, pp. 257-264 (31 289 caractères)
10. « **Arrêt Minister for Justice and Equality c. LM** », Comm. CJUE, Grde Ch., 25 juillet 2018, *Minister for Justice and Equality*, aff. C-216/18, *RDUE* 2019, n°1, pp. 264-270 (25 920 caractères)
11. « **Arrêt RO** », Comm. CJUE, 1^{ère} Ch., 19 septembre 2018, *RO*, aff. C-327/18, *RDUE* 2019, n°1, pp. 271-279 (23 606 caractères)
12. « **Mandat d'arrêt européen et droits fondamentaux : la contre-révolution en marche** », comm. Cass. Crim., 10 mai 2022, n° 22-82.379, *D.* 2022, pp. 2147 à 2151 (18 696 caractères).
13. « **« Prendre la partie pour le Tout » : Aristote au secours de la compétence universelle** », comm. Ass. Plén., 12 mai 2023, n° 22-82.468 et 22-80.057, avec A. Gogorza, *Lexbase pénal* 2023 (44 993 caractères).
14. « **L'appréciation des assurances diplomatiques par le juge de l'extradition : précision sur l'office de la chambre de l'instruction** », Cass. crim., 30 janv. 2024, n° 23-83.549, *JCP G* 2024, p. 588 (15 266 caractères).

Observations :

1. « **(In)Compétence des juridictions répressives françaises et infractions en mer** », zoom. /s C.A. Pau, Ch. corr., 10 sept. 2009, *JCP G.*, 7 déc. 2009, n°50, p. 7.
2. « **L'exonération totale de la responsabilité du transporteur terrestre pour faute de la victime** », zoom. /s C.A. Pau, Ch. civ. 1, 24 août 2010, *JCP G.*, n°52, 27 déc. 2010, p. 2428.
3. « **La subsidiarité de la responsabilité du fournisseur** », zoom. /s C.A. Pau, Ch. civ. 1, 11 oct. 2011, *JCP G.*, 26 déc. 2011, p. 2555 (2 414 caractères)
4. « **L'engagement de la responsabilité civile du jockey à l'égard du parieur** », comm. sous CA Pau, 1^{ère} ch., 18 janvier 2013, *Cahiers de jurisprudence d'Aquitaine et Midi-Pyrénées*, 2013, n°1, pp. 200-205 (18 051 caractères)
5. « **Prescription de l'action publique et de la peine en matière d'extradition et principe de spécialité dans le mandat d'arrêt européen** », obs. /s CA Pau, ch. correc., 11 janvier 2013, *Cahiers de jurisprudence d'Aquitaine et Midi-Pyrénées* 2013, n°1, pp. 115-119 (5 199 caractères).

6. « **Le refus de la remise pour atteinte disproportionnée au droit au respect à la vie privée et familiale : l'illustration discrète d'une révolution annoncée** », obs. /s Cass. Crim., 5 mai 2015, n°15-82.108, *AJ pén.* 2015, p. 660 (8 043 caractères)
7. « **Le clair-obscur de la subdélégation d'acte d'instruction par un OPJ** », obs. /s Cass. Crim, 6 décembre 2016, n°16-84.451, *AJ pén.* 2017, p. 133 (7 630 caractères)
8. « **Précisions sur la nature de la demande d'extension des effets d'un mandat d'arrêt européen** », obs. /s Crim. 10 janvier 2018, n°17-83.974, *Lexbase pénal*, février 2018 (8 022 caractères)
9. « **Brexit et coopération pénale : l'indifférence de la notification du retrait du Royaume-Uni sur l'exécution du mandat d'arrêt européen émis par les autorités britanniques** », obs. /s CJUE, 19 septembre 2018, aff. C 327/18, *Lexbase pénal*, octobre 2018 (9 394 caractères)
10. « **Du subtil équilibre entre la confiance mutuelle et la protection effective des droits fondamentaux dans la mise en œuvre du mandat d'arrêt européen** », obs. /s Cass. crim., 26 mars 2019, n° 19-81.731, *AJ pénal* 2019, p. 394 (10 020 caractères).
11. « **La notion d'autorité judiciaire dans le mandat d'arrêt européen** », obs. /s CJUE, 27 mai 2019, C-508/18 et C-82/19, *AJ pénal* 2019, p. 453 (8 722 caractères)
12. « **Conditions de détention et mandat d'arrêt européen : les dits et non-dits de la Chambre criminelle** », obs. /s CJUE, 24 juillet 2019, n°19-84.068, *Lexbase Pénal*, septembre 2019 (6 371 caractères)
13. « **La validité de la procédure d'émission du mandat d'arrêt européen mise en doute par les juridictions françaises** », obs. /s CA Aix-en-Provence, 15 oct. 2019, n°2019/1986, *Lexbase Pénal*, novembre 2019 (9 103 caractères)
14. « **La neutralisation par accident des incriminations nationales par le droit de l'Union européenne** », obs. /s Cass. crim 5 nov. 2019, n° 18-82.989 et n° 18-80.554., *AJ pénal* 2020, p. 8 (7 258 caractères).
15. « **Le statut de l'immeuble parisien, sis avenue Foch, dans l'affaire des biens mal acquis : regard pénaliste sur la décision de la Cour internationale de justice** », obs. /s CIJ, 11 déc. 2020, *Immunités et procédures pénales (Guinée Equatoriale c. France)*, *Lexbase pénal*, janvier 2021 (12 802 caractères).
16. « **L'extradition d'un citoyen européen vers un Etat tiers : précision de la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne** », *AJ pén.* 2021, p. 157 (7 572 caractères).
17. « **L'office du juge de l'exécution du mandat d'arrêt européen : entre rupture et continuité** », obs. /s Cass. Crim. 4 oct. 2022, n°22-85.259, *Lexbase pénal*, décembre 2022 (7 796 caractères)
18. « **La double incrimination dans le mandat d'arrêt européen : la consécration d'une appréciation contextuelle** », obs. /s 29 nov. 2022, *AJ pén.* 2023, p. 42 (7 822 caractères)
19. « **Procédure de remise entre le Royaume-Uni et les États membres de l'UE : un mandat d'arrêt européen qui n'en porte pas le nom ?** », obs. /s 2 mai 2024, *AJ pén.* 2024, p. 398 (8 543 caractères).

Chroniques/panoramas

- Chronique en droit pénal de l'Union européenne, RPDP

1. « **Chronique de droit pénal de l'Union européenne** », avec François Xavier Roux-Demare, *RPDP* 2017, n°4 (50 048 caractères)

Obs. /s : Directive 2017/1371 du Parlement européen et du Conseil du 5 juillet 2017 relative à la lutte contre la fraude portant atteinte aux intérêts financiers de l'Union au moyen du droit pénal ; CJUE, 5 déc. 2017, *MAS et MB*, aff. C-42/17 ; CJUE, 29 juin 2017, *Daniel Adam Popławski*, aff. C-579/15, CJUE, 10 août 2017, *Tadas Tupikas*, aff. C-270/17, CJUE, 10 août 2017, *Sławomir Andrzej Zdziaszek*, aff. C-271/17 ; CJUE, 21 sept. 2017, *Trayan Beshkov c. Sofijska rayonna prokuratura*, aff. C-171/16

2. « **Chronique de droit pénal de l'Union européenne** », avec M. François Xavier Roux-Demare, *RPDP* 2018, n°4 (23 255 caractères).

Comm. : Directive 2018/1673 du 23 octobre 2018 visant à lutter contre le blanchiment de capitaux au moyen du droit pénal

3. « **Chronique de droit pénal de l'Union européenne** », avec François Xavier Roux-Demare et Blandine Thellier de Poncheville, *RPDP* 2019, n°2 (23 899 caractères)

Comm. : Règlement 2018/1727 du 14 novembre 2018 relatif à l'Agence de l'Union européenne pour la coopération judiciaire en matière pénale (Eurojust)

4. « **Chronique de droit pénal de l'Union européenne : les procédures nationales d'émission du mandat d'arrêt européen au crible de la Cour de justice de l'Union européenne** », *RPDP* 2019, n°4 (32 698 caractères) :

Obs /s : CJUE, 27 mai 2019, OG et PI, aff. C-508/18 et C-82/19 PPU ; CJUE, 27 mai 2019, PF, aff. C-509/18 ; CJUE, 9 octobre 2019, NJ, aff. C-489/19 PPU ; CJUE, 12 décembre 2019, JR et YC aff. C-566/19 PPU et C-626/19 PPU ; CJUE, 12 décembre 2019, XD, aff. C-625/19 PPU ; CJUE, 12 décembre 2019, ZB, aff. C-627/19 PPU

5. « **Chronique de droit pénal de l'Union européenne** », *RPDP* 2020, n°2 (42 569 caractères) :

Obs /s : CJUE, Ord., 24 sept. 2019, Procédure pénale contre QR, Aff. C-467/19 PPU, CJUE, 28 nov. 2019, 28 novembre 2019, Procédure pénale contre DK, aff. C-653/19, CJUE, 19 sept. 2019, EP, aff. C-467/18, CJUE, 3 fév. 2020, Procédure pénale contre TX et UW, C-688/18, CJUE, 5 sept. 2019, Procédure pénale contre AH e.a., C-377/18, CJUE, ord., 28 mai 2020, Procédure pénale contre UL et VM, C-709/18, CJUE, 15 oct. 2019, Dumitru-Tudor Dorobantu, C-128/18, CJUE, 3 mars 2020, X, C-717/18, CJUE, 24 oct. 2019, Ivan Gavanozov, aff. C-324/17.

6. « **Chronique de droit pénal de l'Union européenne** », avec Blandine Thellier de Poncheville, *RPDP* 2021, n°2 (51 122 caractères)

Obs. :S : CJUE Gde Ch., 21 mai 2021, WS, aff. n° C 505/19 ; CJUE, 6 ct. 2020, La Quadrature du Net e.a. contre Premier ministre e.a., C-511/18, C-512/18 et C-520/18.

- Panorama en droit pénal international et européen, Lexbase pénal

7. « **Panorama en droit pénal international et européen** », avec Amane Gogorza, *Lexbase pénal*, mai 2019 (65 477 caractères)

Obs /s : CEDH, 29 janv. 2019, req. n°36925/07, Guzelyurtlu et autres c. Chypre et Turquie ; Cass. crim. 19 février 2019, n° 18-82.495 ; Cass. Crim., 21 nov. 2018, n° 18-86.101 ; Cass. crim. 15 janvier 2019, n°18-86.968 ; Cass. crim. 19 février 2019, n°19-80.513 ; Cass. crim. 26 mars 2019, n° 19-81.731 ; CJUE, 12 fév. 2019, n° C-492/18, *TC* ; CJUE, 6 déc. 2018, n° C 551/18, *IK*.

8. « **Panorama en droit pénal international et européen** », avec Amane Gogorza, *Lexbase pénal*, mai 2020 (98 121 caractères)

Obs /s : Cass. crim., 26 novembre 2019, n° 19-80.274 ; Cass. crim., 27 nov. 2019, n° 19-81.773 ; Cass. crim., 11 déc. 2019, n° 19-81.092 ; CE, 2^{ème} ch., 21 oct. 2019, n°427327 ; Cass. crim., 11 déc. 2019, n° 19-80.181 ; Cass. crim., 30 oct. 2019, n° 19-81.575 ; CE, 2ème - 7ème ch. réun., 31 déc. 2019, n° 426831 ; CE, 2ème - 7ème ch. r., 11 déc. 2019, n° 424993 ; Cass. crim., 28 janv. 2020, n° 19-86.833 ; Cass. crim., 7 janv. 2020, n° 19-87.741 ; CJUE, 3 mars 2020, C-717/18, X ; Cass. crim., 8 octobre 2019, n° 19-85.819 ; CJUE, 9 octobre 2019, NJ, aff. C-489/19 PPU ; CJUE, 12 décembre 2019, JR et YC aff. C-566/19 PPU et C-626/19 PPU ; CJUE, 12 décembre 2019, XD, aff. C-625/19 ; CJUE, 12 décembre 2019, ZB, aff. C-627/19 PPU ; Cass. crim., 7 janv. 2020, n° 19-87.741 ; Cass. crim., 18 déc. 2019, 19-87.333 ; Cass. crim., 26 févr. 2020, n° 20-80.813 ; Cass. crim., 8 janv. 2020, n° 19-80.34.

9. « **Panorama en droit pénal international et européen** », avec Amane Gogorza, *Lexbase pénal*, mai 2021 (111 449 caractères).

Obs. /s : Cass. crim., 2 septembre 2020, n° 18-84.682 ; Cass. crim. 13 janvier 2021, n° 20-80.511 ; Cass. crim., 13 janvier 2021, n° 20-81.359 ; CJUE 24 novembre 2020, aff. C-510/19, AZ ; CJUE, 8 décembre 2020, aff. C-584/19 ; CJUE, 17 décembre 2020, aff. C-354/20 PPU et C-412/20 PPU, L et P ; CJUE, 2 mars 2021, aff. C-746/18, H.K ; CEDH, 25 mars 2021, Req. 40324/16 et 12623/17, Bivolaru et Moldovan c/ France ; Cass. crim., 26 janvier 2021, 21-80.329 ; CJUE, 13 janvier 2021, aff. C-414/20, MM ; CJUE, 10 mars 2021, aff. C-648/20, PI ; Cass. crim., 17 mars 2021, n° 20-84.365 ; Cass. crim., 30 septembre 2020, n° 20-83.181 ; Loi n° 2020-1672 du 24 décembre 2020 relative au Parquet européen, à la justice environnementale et à la justice pénale Spécialisée ; Cass. crim., 14 avril 2021, n° 20-82.529 ; CEDH, GC, 16 février 2021, Req. 4871/16, Hanan c/ Allemagne ; CEDH, 18 février 2021, Req. 60324/15 et 60335/15, PM et FF c/ France ; CEDH, 24 novembre 2020, Req. 31623/17, Bardali c/ Suisse ; CEDH, 19 novembre 2020, Req. 25338/16, Barbotin c/ France ; Cass. crim. 30 mars 2021, n° 21-80.421, F-P ; Cass. crim., 8 juillet 2020, n° 20-81.739 ; CEDH, GC, 22 décembre 2020, Req. 14305/17, Selahattin Demirtaş c/ Turquie ; CEDH, 17 décembre 2020, Req. 61470/15, Sellami c/ France ; CEDH, GC, 22 décembre 2020, Req. 14305/17, Selahattin Demirtaş c/ Turquie (n° 2).

10. « **Panorama en droit pénal international et européen** », *Lexbase pénal*, mai 2022 (122 630 caractères).

Obs. : Cass. crim., 15 septembre 2021, n° 20-85.840 ; Cass. crim., 15 décembre 2021, n° 21-83.161 et 21-83.162 ; Cass. crim., 24 novembre 2021, n° 21-81.344 ; Cass. crim., 8 septembre 2021, n° 19-81.850 ; Cass. crim., 8 juin 2021, n° 20-85.475 ; Cass. crim., 22 septembre 2021, n° 21-84.082 ; Cass. crim., 19 octobre 2021, n° 21-82.230 ; Cass. crim., 15 septembre 2021, n° 20-86.910 ; Loi n° 2021-1729, du 22 décembre 2021, pour la confiance dans l'institution judiciaire ; Cass. crim., 11 août 2021, n° 21-84.361 [1] ; Cass. crim., 30 mars 2022, n° 22-81.656 ; Cons. const., décision n° 2022-989 QPC, du 22 avril 2022 ; Cass. crim., 30 juin 2021, n° 20-84.449 ; Loi n° 2021-1729, du 22 décembre 2021, pour la confiance dans l'institution judiciaire ; CJUE, 5 avril 2022, G.D., C-140/20 ; CEDH, 15 juin 2021, n° 62903/15, GC, Kurt c/ Autriche ; CEDH, 7 avril 2022, n° 10929/19, Landi c/ Italie ; CEDH, 16 décembre 2021, Req. 45397/13, Ivan Karpenko c/ Ukraine ; CEDH, 9 décembre 2021, Req. 56138/16, Jarrand c/ France ; CEDH, 27 janv. 2022, Req. 21119/19, Association des familles des victimes du JOOLA c/ France ; CEDH, 12 octobre 2021, n° 11625 /17, J.C. et autres c/ Belgique ; CEDH, 25 novembre 2021, Req. 10917/15 et 10941/15, Sassi et Benchellali c/ France ; CEDH, 14 avril 2022, Req. 15136/20, Lings c/ Danemark ; CEDH, 2 septembre 2021, Req. 46883/15, ZB c/ France

11. « **Panorama en droit pénal international et européen** », avec Amane Gogorza, *Lexbase pénal*, mai 2023 (147 409 caractères).

Obs. : Cass. crim., 10 janvier 2023, n° 21-85.526 ; Cass. crim., 15 février 2023, n° 22-83.562 ; Recommandation (UE) n° 2022/915 du Conseil, du 9 juin 2022, relative à la coopération opérationnelle des services répressifs ; Règlement (UE) n° 2022/991, du 8 juin 2022, modifiant le Règlement (UE) n° 2016/794 en ce qui concerne la coopération d'Europol avec les parties privées, le traitement de données à caractère personnel par Europol à l'appui d'enquêtes pénales et le rôle d'Europol en matière de recherche et d'innovation ; Cass. crim., 13 décembre 2022, n° 22-81.257 ; Cass. crim., 11 octobre 2022, n° 22-80.120 ; Cass. crim., 13 décembre 2022, n° 22-80.610 ; Cass. crim., 11 octobre 2022, n° 22-80.654 ; Cass. crim., 28 mars 2023, n° 22-84.382 ; Cass. crim., 28 mars 2023, n° 22-84.385, n° 22-84.386, n° 22-84.387, n° 22-84.388, n° 22-84.389, n° 22-84.390, n° 22-84.391, n° 22-84.394 ; Cass. crim., 12 avril 2022, n° 22-80.284 ; Cass. crim., 1er juin 2022, n° 22-81.847 ; Cass. crim., 21 septembre 2022, n° 22-84.087 ; Cass. crim., 21 septembre 2022, n° 22-84.155 ; Cass. crim., 5 janvier 2023, n° 22-81.155 ; Cass. crim., 5 janvier 2023, n° 21-87.017 ; Cass. crim., 15 février 2023, n° 21-87.146 ; Cass. crim., 10 mai 2022, n° 22-82.379 ; CJUE, 31 janvier 2023, aff. C-158/21, Gordi, Puigdemont et alii ; CJUE, 18 avril 2023, aff. C-699/21, EDL ; Cass. crim., 12 juillet 2022, n° 22-83.646 ; CJUE, 7 juillet 2022, aff. C-168/21, KL ; Cass. crim., 29 novembre 2022, n° 20.86-216 ; CJUE, 2 mars 2023, aff. C-16/22, MS ; Règlement (UE) n° 2022/838 du Parlement européen et du Conseil, du 30 mai 2022, modifiant le Règlement (UE) n° 2018/1727 en ce qui concerne la conservation, l'analyse et le stockage par Eurojust des preuves relatives au génocide, aux crimes contre l'humanité, aux crimes de guerre et aux infractions criminelles connexes ; CJUE, 22 novembre 2022, aff. jointes C-37/20 Luxembourg Business Registers et C-601/20, Sovim ; CEDH, 3 novembre 2022, Req. 22854/20, Sanchez-Sanchez c/ RU ; CEDH, 1er décembre 2022, Req. 14260/17, DK c. Italie ; CEDH, 3 novembre 2022, Req. 59227/12, Lose c. France ; CEDH, 30 mars 2023, Req. 71244/17, Diémert c. France ; CEDH, Grde ch., 14 février 2023, Req. 21884/18, Halet c. Luxembourg.

12. « **Panorama en droit pénal international et européen** », avec Amane Gogorza, *Lexbase pénal*, octobre 2024 (217 326 caractères)

Obs. /s. : Cass. crim. 7 nov. 2023, n° 22-87.230 ; Cass. crim. 7 nov. 2023, n° 22-86.349 ; Cass. crim. 5 sept. 2023, n° 22-84.537 ; Cass. crim., 4 avril 2024, n° 23-80.894 ; Cass. crim., 6 mars 2024, n° 23-87.046 ; Cass. crim., 6 juin 2023, n° 22-82.469 ; Cass. crim., 6 mars 2024, n° 23-87.046, Directive (UE) 2023/977 du Parlement européen et du Conseil du 10 mai 2023 relative à l'échange d'informations entre les services répressifs des États membres et abrogeant la décision-cadre 2006/960/JAI du Conseil ; Cass. crim., 21 novembre 2023, n° 23-81.906 ; Cass. crim., 5 mars 2024, n° 22-81.806, Cass. crim., 30 janvier 2024, n° 23-83.549 ; Cass. crim., 7 novembre 2023, n° 23-82.220 ; Cass. crim. 19 décembre 2023, n° 22-86.577, 23-82.063 ; Cass. Crim., 5 sept. 2023, n° 23-80.334 ; Cass. crim., 16 janv. 2024, n° 23-82.942 ; Cass. crim., 23 mai 2023, n° 23-81.298 ; Cass. crim., 23 mai 2023, n° 22-81.169 ; Cass. crim., 13 fév. 2024, n° 23-83.818 ; Cass. crim., 10 janvier 2024, n° 22-86.707 ; Cass. crim., 23 août 2023, n° 23-84.608, N°Lexbase N6826BZT ; Cass. crim., 29 mai 2024, n° 24-82.747 ; Cass. crim., 7 août 2024, n° 24-81.863 ; CJUE, Gde Ch., 6 juin 2023, OG, C-700/21 ; Cass. crim., 31 janvier 2024, n° 24-80.014 ; Cass. Crim. 9 août 2023, n° 23-84.328 ; CJUE, 21 déc. 2023, C-396/22, C-397/22, C-398/22, C-399/22 ; CJUE, 24 juil. 2024, PPR, C 318/24 PPU ; CJUE, 21 septembre 2023, C-164/22 ; CJUE, 21 déc. 2023, C 261/22 ; Cass. crim., 17 janv. 2024, n° 23-87.197 ; CJUE, 6 juillet 2023, OE, C-142/22 ; Cass. crim., 29 mai 2024, n° 24-82.747 ; CJUE, 14 sept. 2023, KT, C-71/21 ; Cass. crim., 2 mai 2024, n° 24-82.116 ; CJUE, 29 juil. 2024, MA, C-202/24 ; CJUE, 6 juin 2024, C 255/23 et C 285/23, CJUE, Gde chambre, 30 av. 2024, MN, C 670/22 ; CJUE, 9 nov. 2023, M.D., C-819/21, Cass. crim., 28 mai 2024, n° 24-81.539 ; CJUE, 5 oct. 2023, QS, C-219/22 ; Cass. crim., 9 oct. 2024, n° 23-86.770 ; Règlement (UE) 2023/2131 du Parlement européen et du Conseil du 4 octobre 2023 modifiant le règlement (UE) 2018/1727 du Parlement européen et du Conseil et la décision 2005/671/JAI du Conseil en ce qui concerne l'échange d'informations numériques dans les affaires de terrorisme ; CJUE, 21 déc. 2023, GK, BOD et SL, C-281/22 ; Décision 2022/2332 du 28 novembre 2022 relative à l'identification

de la violation des mesures restrictives de l'Union en tant que domaine de criminalité qui remplit les critères visés à l'article 83, paragraphe 1, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne ; Directive 2024/1385 du 14 mai 2024 du Parlement européen et du Conseil sur la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique ; CJUE, 4 octobre 2024, QG c. Bezirkshauptmannschaft Landeck, C-548/21 ; CEDH, 11 juillet 2024, Sahraoui et autres c. France, n°35402/20 ; CEDH, 7 sept. 2023, Compaoré c. France, n° 37726/21 ; CEDH, 9 juillet 2024, Delga c. France, n° 38998/20 ; CEDH, 12 oct. 2023, Total S.A. et Vitol S.A. c/ France, nos 34634/18 et 43546/18 ; CEDH, 25 juil. 2024, M.A. et autres contre France, n° 63664/19 64450/19 24387/20

Chronique « Application du droit de l'Union par les juridictions internes », RSC

13. « **Application du droit de l'Union par les juridictions internes** », RSC 2024, p. 467-474 (26 828 caractères).

Obs. : Cass. crim. 15 nov. 2013, n°22-81.258 ; Cass. Crim., 12 janv. 2024, n°23-87.197 ; Cass. Crim., 31 janv. 2024, n° 24.80-014)

Fascicules dans des encyclopédies juridiques

1. « **Communications électroniques** », *Jurisclasseur Lois pénales spéciales*, juillet 2018 (actualisation du fascicule créé par Virginie Peltier)

- « Protection des infrastructures », fasc. 20 (147 505 caractères)
- « Régulation du fonctionnement », fasc. 30 (110 570 caractères)
- « Procédure », fasc. 40 (47 054 caractères)

2. « **Conventions universelles répressives** » *Jurisclasseur Droit international*, sept.2024 (refonte des fascicules créés par André Huet et Renée Koering-Joulin)

- « Infractions internationales », fasc. 406-10 (366 138 caractères)
- « Infractions transnationales », fasc. 406-20 (341 781 caractères)

3. « **Notions fondamentales de droit pénal international** », *Jurisclasseur droit pénal des affaires* (en préparation)

Travaux présentés lors de colloques ou de journées d'études :

35 interventions en colloque dont 17 hors de l'Université de Bordeaux

- Travaux n'ayant pas donné lieu à publication :

1. « **Les aspects juridiques de l'intégration européenne : l'exemple du droit pénal** », communication dans le cadre des journées d'étude interdisciplinaires de l'École doctorale ED 481-SSH sur le thème « *Intégrer* », Université de Pau et des Pays de l'Adour, 7 et 8 avril 2011.

2. « **Le harcèlement... la réponse judiciaire** », communication à l'occasion du colloque « *Le Harcèlement moral. Du traumatisme à la réponse judiciaire* », colloque organisé par l'association Halt'Hamo, Pau, le 26 avril 2013.

3. Animation avec Mme Marion Lacaze d'une conférence-débat sur « **Terrorisme et renseignement : tous surveillés ?** » organisée par le Forum Montesquieu, École nationale de la magistrature Bordeaux, 13 octobre 2015.

4. Participation à la conférence sur « **La loi sur le renseignement : quel équilibre entre sécurité et libertés individuelles** », organisée par le groupe Cycle de conférences du Master 2 Conseil et Contentieux, Université François Rabelais de Tours, 24 mars 2016.

5. « **Police et Justice dans un monde dangereux. La banalisation de l'exception en droit positif** », communication dans le cadre du colloque « *Les ressorts de l'extraordinaire. Juste et police dans la fabrique de l'exception. Perspectives historiques et contemporaines* », organisé par Jean-Christophe Gaven, Université de Toulouse 1 Capitole, 30 et 31 mars 2017.
6. « **Le mandat d'arrêt européen à l'épreuve des droits fondamentaux** », communication dans le cadre des universités européennes d'été sur le thème « *Schengen, Espaces répressifs transnationaux* », organisées par le CRDEI, Université de Bordeaux, 28 septembre 2017.
7. « **Propos introductif** » et présidence d'une demi-journée de la journée d'étude « *Les spécificités du Tribunal spécial pour le Liban* », organisée par les étudiants Master 2 Droit pénal approfondi, Université de Bordeaux, 25 mai 2018.
8. Participation et modération de la table ronde « **Le point de départ d'une mesure de police** », à l'occasion du colloque *La distinction entre polices administrative et judiciaire a-t-elle encore un sens ?* organisé par Delphine Taillandier-Thomas et Benjamin Lavergne, Université de Tours, 19 octobre 2018.
9. « **L'enquête transnationale européenne : de la commission rogatoire internationale à la décision d'enquête européenne** », communication à l'occasion du séminaire *Garantir la protection des droits humains dans les interstices de transnationalité - Réflexions en droit pénal*, organisé par Juliette Lelieur, 30 novembre 2018, Université de Strasbourg.
10. « **La lutte contre les infractions sexuelles commises sur internet : quelle efficacité ?** » à la journée d'études sur *Les infractions sexuelles en question(s) - Retour sur les dernières évolutions législatives et jurisprudentielles*, organisé par Elisa Baron, 28 mars 2023.
11. Participation à la table ronde « **La guerre en Ukraine devant les juges** » dans le cadre des journées d'étude *Russie/ Ukraine, la guerre en Europe : répercussions et réactions*, organisées par le CRDEI, 14 septembre 2023, Université de Bordeaux.
12. Présidence d'une demi-journée des universités d'automne de l'ISCJ sur « **Les discours de haine** », organisées par Valérie Malabat, 29 septembre 2023, Université de Bordeaux
13. Participation au panel sur « **Les tensions entre les logiques du droit de la famille et du droit pénal** » dans le cadre du colloque *Violences de genre, violences intrafamiliales : une recherche systémique au service des pratiques*, 19 octobre 2023, organisé par la fédération « citoyens et justice », Paris.
14. Participation à la table ronde « **Les angles morts et contradictions entre droit pénal, droit de la famille et pratiques de soin : quelles solutions possibles ?** », dans le cadre du colloque *Les auteurs de violence contre partenaire intime et leur prise en charge : regards croisés sciences sociales et pratiques professionnelles*, 15 novembre 2023, université de Bordeaux.
15. Animation de la table ronde « **Tribunal médiatique, tribunal judiciaire : interférences et/ou complémentarité ?** », dans le cycle de conférence consacré "Vérité, justice et médias", 26 mars 2024, université de Bordeaux.
16. « **L'exercice du pouvoir de punir dans l'Océan** » dans le cadre du colloque *Océan et Droit pénal*, 26-28 mai 2025, Université de Polynésie française.

- Travaux ayant donné lieu à publication :

1. « **L'information génétique familiale** », communication à l'occasion de la première journée d'étude des doctorants du C.R.A.J. relative au « *Projet de réforme des lois de bioéthique* », Université de Pau et des Pays de l'Adour, 15 avril 2011.
Publication : in V. Larribau-Terneyre et J.J. Lemouland (dir.), *La révision des lois de bioéthique, Loi n°2011-814 du 7 juillet 2011*, coll. Bibliothèques de Droit, L'Harmattan, 2011, pp. 65-89.
2. « **Le trafic maritime de stupéfiants** », animation d'un atelier dans le cadre des Universités européennes d'été 2015, *L'Union européenne et la mer*, Université de Bordeaux, 22 septembre 2015.
Publication : in L. Grard (dir.), *La Mer. Droit de l'Union européenne. Droit international*, coll. Droits européens, Pédone, 2018, pp. 235-245 (30 230 caractères)

3. « **Les actions en réparation de la victime d'une infraction internationale** », communication à l'occasion du colloque « *Les actions en matière répressive* », organisé par Marion Lacaze et Julien Lagoutte, Université de Bordeaux, 11 février 2016.
Publication : *RDP* 2018, n°3, pp. 541-567 (94 141 caractères)
4. « **La politique antiterroriste de l'Union européenne : mythe ou réalité ?** », communication dans le cadre des journées d'étude de droit comparé « *Les politiques antiterroristes en Europe* », organisée par Amane Gogorza et Marion Lacaze, Université de Bordeaux, 12 mai 2016.
Publication : in A. Gogorza et M. Lacaze (dir.), *Les politiques criminelles antiterroristes en Europe*, Les colloques de l'ISCJ n°1, juin 2017, pp. 49-68, publication en ligne (<https://iscj.u-bordeaux.fr/les-politiques-criminelles.html>) (96 558 caractères)
5. « **La distinction entre l'information et le renseignement dans l'espace de liberté de sécurité et de justice. Réflexions sur l'échange de données entre les forces de police** », communication dans le cadre du colloque « *L'échange de données dans l'espace de liberté, de sécurité et de justice* », organisé par Constance Chevallier-Govers, Université de Grenoble, 17 et 18 novembre 2016.
Publication : in C. Chevallier-Govers (dir.), *L'échange de données dans l'espace de liberté, de sécurité et de justice*, Mare et Martin, 2017, pp. 33-50 (31 402 caractères)
6. « **Coopération(s) pénale(s) internationale(s) : diversité ou unité ?** », communication dans le cadre du colloque « *La coopération judiciaire internationale en matière pénale* », organisé par Joana Falxa, Université de Guyane, 23 et 24 octobre 2017.
Publication : in Joana Falxa (dir.), *Coopération judiciaire internationale en matière pénale, France. Brésil, Suriname*, L'Harmattan, Bibliothèques de droit, 2021, pp. (54 427 caractères)
7. « **La distinction entre police judiciaire et police administrative et la simplification de la procédure pénale : quelles perspectives ?** », communication dans le cadre du colloque « *La simplification de la procédure pénale* », organisé par Yan Carpentier et André Giudicelli, Université de Corse Pasquale Paoli, 23 mars 2018.
Publication : *Lexbase pénal*, juillet 2018 ; in Y. Carpentier et A. Giudicelli (dir.), *La simplification de la procédure pénale*, PUAM, 2019, pp. 27-49 (61 973 caractères)
Publication : T. Herran (dir.), *Les 20 ans du statut de Rome : bilan et perspectives*, Pedone, 2020.
8. « **Les politiques étrangers devant les juridictions pénales françaises** » communication à l'occasion du Congrès des jeunes pénalistes sur « *La politique et le droit pénal* », organisé par Evan Raschel, Université Clermont Auvergne, 28 septembre 2018.
Publication : *Lexbase pénal*, décembre 2018 (52 875 caractères)
9. « **Propos introductifs** », communication au colloque *Les 20 ans du statut de Rome : bilan et perspectives ?*, 21, 22, 23 novembre 2018, Université de Bordeaux.
Publication : in T. Herran (dir.), *Les 20 ans du statut de Rome : bilan et perspectives ?*, Pedone, 2020, pp. 9-15.
10. « **La responsabilité collective** », communication avec Mme Isabelle Moulier dans le cadre du colloque « *Les nouvelles formes de criminalité internationale* », organisé par Anne-Laure Chaumette et Raphaële Parizot, Université de Paris Nanterre, 21 mars 2019.
Publication : in A.-L. Chaumette et R. Parizot, *Les nouvelles formes de criminalité internationale* à paraître, éd. Pedone, 2021, pp. 93-116 (78 325 caractères).
11. « **Le contrôle juridictionnel des enquêtes du Parquet européen** », communication au colloque « *La création du Parquet européen, simple évolution ou bien révolution au sein de l'espace judiciaire européen ?* » organisé par Constance Chevallier-Govers et Anne Weyemberg, 21 et 22 novembre 2019.
Publication : éd. Larcier, coll. Droit de l'Union européenne, pp. 288-210 (62 100 caractères).
12. « **La justice pénale internationale** », participation à la table ronde « La publicité des procès. Analyses de droit comparé et international », organisée par Marie Nicolas et Evan Raschel, 2 avril 2021, Université de Clermont Auvergne.

Publication : in M. Nicolas-Gréciano et E. Raschel, *La publicité de la justice. Regards en droit interne, européen et international*, Institut Francophone pour la Justice et la Démocratie, 2022, pp. 159 et s. (46 372 caractères).

15. « **Propos introductif** », colloque sur *l'influence du droit de l'Union européenne sur le droit pénal français. L'exemple du droit pénal spécial*, 24 septembre 2021, Université de Bordeaux.

Publication : in M. Bardet et T. Herran, *L'influence du droit de l'Union européenne sur le droit pénal spécial français*, IFJD 2024.

13. Participation à l'atelier consacré à « **l'Entraide pénale en Europe** » au colloque de l'AFDP « Europe(s) et justice pénale », organisé par Jean-Baptiste Perrier, 7 et 8 octobre 2021, Université Aix Marseille.

Publication : in J.B. Perrier, *Europe(s) et justice pénale*, Dalloz, thèmes et commentaires, 2023, pp. 43-58 (46 273 caractères).

14. Intervention sur « **L'intervention d'une autorité étrangère ou internationale sur le territoire d'un État** » à l'occasion du colloque consacré à *Questions contemporaines sur la territorialité du droit pénal*, organisé par Bernadette Aubert et Laurent Desessard, 19 et 20 novembre 2021, Université de Poitiers.

Publication : in B. Aubert et L. Desessard, *Questions contemporaines sur la territorialité du droit pénal*, Presses universitaires juridiques de Poitiers, 2023, pp. 29-46 (55 649 caractères).

16. « **Le droit du renseignement et les personnes détenues** » à l'occasion du colloque *Le volet répressif de la loi pour la confiance dans l'institution judiciaire*, le 4 mars 2022, Université de Corte.

Publication : in Y. Carpentier, *Le volet répressif de la loi pour la confiance dans l'institution judiciaire*, Lexisnexis 2023, pp. 27-49 (42 933 caractères).

17. « **Le conflit russo-ukrainien face à la justice pénale internationale** » cycle de conférences organisé par Emilie Destombes, Barbara Thibault et Laura Walz, Université de Bordeaux, 2023.

Publication : in [*Journal d'Actualité du Droit International et Européen*](#), revue en ligne, 2023 (34 771 caractères).

18. « **Quelle coopération ?** », in *Guerre en Ukraine. Quelle responsabilité pénale pour les personnes morales ?*, organisé par Farah Safi, 10 mars 2023, Université Clermont Auvergne.

Publication : in *Annuaire français de justice transitionnelle* 2022, pp. 341-356 (28 521 caractères).

19. « **Harmoniser les droits** » in *Le droit pénal face au changement climatique : l'échelle globale*, organisé par Julien Lagoutte et Romaine Ollard, 22 mars 2024, université de Bordeaux.

Publication : in J. Lagoutte et R. Ollard, *Le droit pénal face au changement climatique*, Dalloz, à paraître (32 022 caractères)

RESPONSABILITES SCIENTIFIQUES :

Organisation ou co-organisation de colloques ou de journées d'études :

- Membre du comité d'organisation des journées d'études des doctorants en Droit privé de l'UPPA sur « **La réforme des lois de bioéthiques** », 15 avril 2011, UFR DEG, Université de Pau et des Pays de l'Adour.
- Organisation du colloque international « **Les 20 ans du statut de Rome : bilan et perspectives de la Cour pénale internationale** », 21, 22 et 23 novembre 2018, Université de Bordeaux.
- Co-organisation d'une journée d'étude, « **L'influence du droit de l'Union européenne sur le droit pénal français : l'exemple du droit pénal spécial** », avec Marie Bardet, 24 sept. 2021, Université de Bordeaux.
- Organisation de la table ronde « **Tribunal médiatique, tribunal judiciaire : interférences et/ou complémentarité ?** », 26 mars 2024, Université de Bordeaux.
- Co-organisation d'une journée d'étude, « **Les 20 ans d'application du mandat d'arrêt européen** », avec Amane Gogorza, 22 novembre 2024, Université de Bordeaux.

PARTICIPATION A DES PROJETS DE RECHERCHE

- Participation au projet de recherche financé par la mission Droit et Justice sur « *La dimension internationale de la justice pénale* », dirigé par Valérie MALABAT (2009-2011).

Le rapport est accessible sur le site de la mission Droit et Justice (http://www.gip-recherche-justice.fr/IMG/pdf/227-RF-Malabat_Dimension_internationale.pdf)

- Participation au projet de recherche sur « *Les rapports entre le droit de l'Union européenne et le droit du Conseil de l'Europe (hors Convention européenne des droits de l'homme)* », dirigé par Sébastien PLATON (2015).
- Participation au projet de recherche GENVIPART : « *Les dimensions genrées des violences contre les partenaires intimes : comprendre le sens des actes et le sens de la peine pour les auteurs afin de mieux prévenir et réduire ces violences* », sous la direction de Eric Macé, professeur en sociologie (2020-2023).

Le rapport est accessible sur le site de l'IERDJ : <https://gip-ierdj.fr/fr/publications/dimensions-genrees-violences/>

DIRECTION DE TRAVAUX DE RECHERCHE :

Thèses :

- Abou Thioune, *La justice pénale du terroriste : approche franco-sénégalaise*, en codirection Yaya Bodian, avec depuis 2020.

Mémoires de recherche :

- Master 2 Droit pénal approfondi de l'Université de Bordeaux :
 - Margaux Masson, *La guerre en droit pénal* (2015)

- Charlène Crochet, *La protection des données à caractère personnel et les fichiers de police* (2016)
 - Alice Faustin, *Le territoire en droit pénal* (2017)
 - Marion Dussuchal, *Terrorisme et infractions internationales par nature* (2018)
 - Julien Fernagut, *L'infraction transnationale* (2018)
 - Thibaut Mandin, *Renseignement(s) et procédure pénale* (2019)
 - Manon Busnel, *Les immunités en matière pénale* (2020)
 - Lolita Orgogozo, *L'élément contextuel de l'infraction* (2021)
 - Victoria Brinig, *La responsabilité pénale des personnes morales en droit international pénal* (2021)
 - Camille Ducept, *La notion d'infraction de droit commun* (2022)
 - Mathilde Méoule, *L'influence du parquet européen sur la procédure pénale française* (2022)
 - Quentin Gosset, *L'indivisibilité des infractions* (2023)
 - Victor de Maximy, *La double incrimination dans les procédures de remise* (2023)
 - Emma Gillioz, *Trial by media et droit pénal* (2024)
 - Chloé Masson, *La nationalité en droit pénal international* (2024)
 - Eléa Foureoux, *L'emprise en droit pénal* (2025)
 - Mayalen Guérin, *Le principe non bis in idem en droit pénal* (2025)
- Master 2 Droit pénal européen et international de l'Université de Bordeaux
 - Méline Dos Santos, *La gravité en droit international pénal* (2022)
 - Eva Saint-Cricq, *Les intérêts de la justice* (2022)
 - Carlotta Ruiz, *La Cour pénale internationale, modèle de justice optimal ?* (2022)
 - Aurélien Grandclerc, *Les tribunaux d'opinion* (2023)
 - Vincent Barraud, *Le principe de solidarité des compétences législative et juridictionnelle* (2024)
 - Adrien Bidet, *Justice pénale internationale et médias* (2025)
 - Chiara Di Tommaso, *La réparation des victimes devant la Cour pénale internationale* (2025)
- Master 2 Exécution des peines et droits de l'homme
 - Louise, Haroutunian, *L'entraide pénale internationale aux fins d'exécution des peines* (2024)
- Master 2 Droit pénal comparé
 - Sarah Gazut, *L'influence de l'instauration du parquet européen sur les procédures pénales française et luxembourgeoise* (2023).
- Master 2 Droit international de l'Université de Bordeaux
 - Armane Escudé, *L'échange transfrontalier de données dans la lutte contre le financement du terrorisme* (2018)
 - Patrick Assi, *La répression internationale du terrorisme* (2019)
 - Fatima Haidara, *L'indépendance de la Cour pénale internationale* (2019)
- Master 2 Protection des droits fondamentaux et des libertés de l'Université de Franche Comté
 - Aminatou Seidou Amadou, *Droit pénal et liberté religieuse* (2021)
 - Juline Borie, *La traite des êtres humains* (2021)
 - Marina Boudesseul, *L'indignité des conditions de détention* (2021)
 - Gauthier Buire, *Les droits fondamentaux à l'épreuve des box sécurisés* (2021)
 - Manel Sebaa, *Le dédoublement du dispositif de lutte contre le terrorisme et les droits fondamentaux* (2021)
 - Célia Genoud, *La fin de vie* (2022)
 - Margaux Giorgio, *Liberté sexuelle et droit pénal* (2022)
 - Marie Hadeou, *La protection pénale des personnes LGBT en France et Côte d'Ivoire* (2022)
 - Alexandre Leygue, *Le maintien de l'ordre et les droits fondamentaux* (2022)

Mémoire de Licence :

- Science po' Bordeaux : Aurélien Lacoste, *L'usage des armes par les forces de police* (2025)

Directions d'étude et de recherche

- Master droit pénal approfondi
 - *La compétence universelle* (2015)
 - *L'infraction militaire* (2016)
 - *La neutralisation des infractions par le droit européenne* (2022)
 - *Données de connexion et lutte contre la criminalité* (2023)
 - *La compétence universelle des juridictions françaises pour les crimes internationaux* (2023)
 - *Le secret des sources et le droit pénal* (2024)
- Master droit pénal européen et international
 - *L'articulation des compétences juridictionnelles en matière de corruption* (2021)
 - *Les juridictions françaises peuvent-elles exercer leur compétence universelle pour juger des ressortissants syriens pour de crimes de guerre et de crime contre l'humanité ?* (2022)
 - *Faut-il créer une juridiction spéciale pour juger les auteurs du crime d'agression en Ukraine ?* (2023)
 - *L'extradition de Julian Assange était-elle conforme à la Convention européenne des droits de l'Homme ?* (2024)

PARTICIPATION A DES JURYS DE THESESES :

- Membre du jury de soutenance de thèse de M. Altamimi, *La double incrimination en droit pénal international*, sous la direction de Laurent Desessard, Université de Poitiers, 8 janvier 2018 (assesseur).
- Membre du jury de soutenance de thèse de Mme N'Gassa, *La responsabilité pénale de l'entreprise multinationale*, sous la direction d'André Giudicelli, Université de La Rochelle, 23 octobre 2020 (assesseur).
- Membre du jury de soutenance de thèse de Mme El Zawan, *Les obstacles au jugement des criminels devant la Cour Pénale Internationale*, sous la direction de Charlotte Claverie-Rousset, Université de Bordeaux, 24 novembre 2022 (assesseur).
- Membre du jury de soutenance de thèse de Mme Marion Christienne, *La résidence en droit pénal international*, sous la direction de Laurent Desessard, Université de Poitiers, 28 septembre 2023 (assesseur).
- Membre du jury de soutenance de thèse Mme Ikram Chaer, *Complicité et extranéité. Étude comparée en droits français et libanais*, sous la direction de Philippe Conte, 7 décembre 2023 (assesseur).
- Membre du jury de soutenance de thèse de M. Thomas Maugard, *La lutte moderne contre les trafics de stupéfiants en France : entre réalités pénales et pratiques policières*, 31 mars 2025 (assesseur).

PARTICIPATION A DES JURYS DE PRIX DE THESE

- Membre du jury du prix Émile Garçon : 2017 et 2025
- Membre du jury du prix de l'École Nationale de la magistrature : 2020, 2022, 2023

ÉVALUATION/REVIEWING

- 2020 : Expertise d'un dossier scientifique dans le cadre de l'appel à projets IRS 2019-2020 de l'IDEX Communauté Université Grenoble Alpes

- 2024 : Reviewing d'un article pour la revue Journal d'Actualité de Droit International et Européen

RESPONSABILITES ADMINISTRATIVES :

- Depuis 2014 : membre du Conseil de l'Institut de sciences criminelles et de la Justice
- De 2016 à 2019 : membre du Conseil de la section Droit privé et sciences criminelles
- De 2019 à 2022 : membre suppléant du Conseil du Département Droit et transformations sociales
- 2019-2021 : membre du conseil pédagogique de l'IEJ de Bordeaux
- Depuis 2021 : directeur-adjoint de l'Institut de sciences criminelles et de la Justice
- Depuis 2021 : membre de la commission scientifique de l'Institut de sciences criminelles et de la Justice

PARTICIPATION A DES JURYS DE CONCOURS DE RECRUTEMENT :

- Participation au comité de sélection pour le recrutement de deux maîtres de conférences en droit privé et sciences criminelles à l'Université de Poitiers (2020)
- Participation au comité de sélection pour le recrutement d'un maître de conférences en droit privé et sciences criminelles à l'Université de Poitiers – IUT GEA (2023)
- Participation au comité de sélection pour le recrutement d'un maître de conférences en droit privé et sciences criminelles à l'Université Champagne Ardenne (2023)
- Participation au comité de sélection pour le recrutement des ATE à l'Université de Bordeaux (2024)
- Participation au comité de sélection pour le recrutement d'un maître de conférences en droit privé et sciences criminelles à l'Université de Limoges (2025)

PARTICIPATION A DES JURYS DE CONCOURS ET D'EXAMEN HORS UNIVERSITE

- Examineur spécialisé pour les épreuves orales de droit pénal au concours complémentaire de l'École nationale de la magistrature (2019, 2023)
- Examineur spécialisé adjoint pour l'épreuve de réquisitoire définitif de l'École nationale de la magistrature (2021, 2022)
- Participation à des jurys de soutenance de rapport de stage du DSN :
 - Viviane Giroux, 10 octobre 2022
 - Alexandra Garcia, 26 juin 2023

PRODUITS DE VULGARISATION

- [« Football Leaks : Rui Pinto peut-il contester le mandat d'arrêt européen ? »](#), Blog Club des juristes, mars 2019
- [« Multiples demandes d'extradition de Julian Assange : que risque le fondateur de Wikileaks ? »](#), Blog Club des juristes, mai 2019
- [« Julian Assange : la bataille autour de son extradition vers les Etats-Unis se poursuit »](#), blog Club des juristes, 21 septembre 2020.
- [« Affaire Assange : refus des juridictions britanniques d'une extradition vers les Etats-Unis »](#), blog Club des juristes, 13 janvier 2021
- [« L'entrée en fonction du Parquet européen, la première autorité judiciaire européenne »](#), blog Club des juristes, juin 2021

- « [Mandat d'arrêt européen contre H. Iquioussen : une procédure aux chances de succès incertaines](#) », blog du Club des juristes, 5 sept. 2022.

LANGUES

- Français : langue maternelle
- Anglais : B1

AUTRES

Présidence de jury de baccalauréat : 2015, 2016, 2017.

Actions en matière d'insertion professionnelle :

- Animation d'un groupe LinkedIn à destination des étudiants et des diplômés du Master droit pénal européen et internationale pour le partage d'offre de stage et d'emploi (depuis 2022)
- Constitution d'un annuaire des diplômés du Master droit pénal européen et international
- Organisation d'un forum numérique de poursuite d'étude et des métiers : « *Que faire après l'obtention du Master droit pénal européen et international ?* » (2025)

Participation à des comités de suivi de thèse : 8 CSI par an en moyenne

Participation aux activités de l'association Claude Lombois (réseau de recherche en droit pénal international et européen) :

Statut :

- Depuis 2015 : Membre
- 2017-2022 : Vice-président
- Depuis 2022 : Co-président

Activités :

- Participation à l'organisation intellectuelle du concours de plaidoirie Claude Lombois (rédaction du cas, constitution des jurys...)
- Animation de la politique scientifique du réseau

Participation à des jurys de concours de plaidoirie et d'éloquence :

- Membre du jury du concours de plaidoirie Claude Lombois étudiant 2015 (demi-finale), 2016 (Présidence d'un jury des confrontations éliminatoires), 2017 et 2019 (Présidence du jury des demi-finales), 2022 (membre du jury de la finale).
- Membre du jury des concours d'éloquence Lysias Bordeaux : 2015, 2017, 2018, 2019, 2022.

SITES INTERNET/RESEAUX SOCIAUX

Univ droit : <https://univ-droit.fr/universitaires/4158-herran-thomas>

Academia : <https://univ-bordeaux.academia.edu/ThomasHerran>

Research gate : <https://www.researchgate.net/profile/Thomas-Herran/publications>